

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LA BANQUE DU CANADA

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL ET DU RELEVÉ DE COMPTES POUR
L'ANNÉE 1978

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports) (au nom de M. Chrétien): Monsieur l'Orateur, conformément à l'article 26(3) de la loi sur la Banque du Canada, j'aimerais déposer des exemplaires dans les deux langues officielles du rapport annuel du gouverneur de la Banque du Canada au ministre des Finances et le relevé de comptes pour l'année 1978.

* * *

L'UNITÉ NATIONALE

DÉPÔT DU RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'UNITÉ
CANADIENNE INTITULÉ «UN TEMPS POUR PARLER: LES
COMMENTAIRES DU PUBLIC»

L'hon. Allan J. MacEachen (vice premier-ministre et président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, en conformité de l'article 41 du Règlement, j'aimerais déposer deux exemplaires dans les deux langues officielles du troisième rapport de la Commission de l'unité canadienne, qui est intitulé «Un temps pour parler: Les commentaires du public».

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale a été donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Yvon Pinard (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, on répond aujourd'hui aux questions n^{os} 155, 156, 603 et 1011.

Je tiens aussi à signaler à la Chambre que nous nous sommes permis d'apporter une rectification à la version anglaise de la question n^o 1244 inscrite au nom du député de Moncton (M. Jones), qui demandait:

Who invited President de Barre, President of France, to Canada?

Nous nous sommes permis de rectifier le libellé de cette question puisqu'il s'agit du premier ministre de la France et non du président. La correction avait déjà été apportée à la version française. Je signale qu'il s'agit de la même question que celle qui a été publiée hier dans la chronique de Charles Lynch.

[Texte]

AIR CANADA—LES HONORAIRES D'AVOCATS ET FRAIS DE COUR

Question n^o 155—**M. Joyal:**

Pour l'exercice financier 1975-1976, la société Air Canada a-t-elle payé des honoraires et des frais légaux engagés à la suite des actions intentées par Hugo Tremblay, Louis-Philippe Ally et Serge Joyal dans les causes n^o 500-05-009-646-769 et n^o 500-05-001-542-766 devant la Cour supérieure du Québec, district de Montréal et, dans l'affirmative, pour quel montant?

Questions au Feuilletons

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): La direction d'Air Canada déclare ce qui suit: «Air Canada fonctionne d'après l'année civile; étant donné que les deux actions ont été intentées en 1976, les honoraires d'avocats et frais de cour ont été versés cette année-là et non pas en 1975. Il y a eu effectivement des débours pour ces causes, mais Air Canada considère comme privés les renseignements d'ordre financier relatifs à des questions de droit particulières».

LA DÉFINITION DE «VIE PRIVÉE» ET «PROTECTION»

Question n^o 176—**M. Cossitt:**

Au sujet de la réponse à la question n^o 1945 de la troisième session du trentième Parlement, qui présente M. Ball comme un membre du groupe de planification et analyse de la police et de la sécurité au ministère du Solliciteur général chargé de la «Vie privée et protection», a) quelle est la définition complète de l'expression «Vie privée et protection» dans ce contexte, b) de quelle vie privée et de quelle protection s'occupe M. Ball et quelles sont les descriptions de tâches précises de ces personnes lorsqu'il s'agit de fonctionnaires?

L'hon. J.-J. Blais (solliciteur général):

a) et b) «Vie privée» a trait à l'obligation de soumettre des rapports annuels au Parlement conformément à la loi sur la protection de la vie privée, et de rester en liaison avec les gouvernements provinciaux; d'autre part, «protection» s'applique à la sécurité physique des personnes désignées, comme les ministres.

LE NOUVEL IMMEUBLE FÉDÉRAL—RIMBEY (ALBERTA)

Question n^o 603—**M. Schellenberger:**

Étant donné l'état du bureau de poste actuel de Rimbey (Alberta), le gouvernement a-t-il envisagé la possibilité d'en faire construire un autre?

L'hon. André Ouellet (ministre des Travaux publics): A l'heure actuelle, le gouvernement n'envisage pas la possibilité de faire construire un nouvel immeuble fédéral à Rimbey (Alberta).

Le bail de location des locaux occupés par le bureau de poste de Rimbey a été prolongé jusqu'en 1985.

M. ELDON BLACK

Question n^o 1011—**M. Cossitt:**

1. M. Eldon Black a-t-il été nommé sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures et, dans l'affirmative, quand?

2. a) Quelle est la description de ses fonctions en matière de sécurité, b) est-ce la seule fonction qu'il remplit au Ministère et, dans la négative, quel est l'énoncé de ses autres tâches?

3. Quels sont ses antécédents en matière de sécurité?

4. Cette nomination a-t-elle été faite par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et quels sont les nom et poste des personnes qui ont recommandé ou entouré cette nomination?

5. Le premier ministre s'est-il intéressé directement ou indirectement à cette nomination et, dans l'affirmative, de quelle manière?

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): 1. Tel qu'il a été annoncé, M. E. P. Black a été nommé sous-secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures le 3 août 1978.